

Nous sommes debout, c'est ça !

Tiens, une idée me vient comme ça : et si on créait un institut, un bureau d'études, un département universitaire ou quelque chose dans ce goût-là qui pourrait, à l'aide de procédures et de moyens scientifiques, évaluer chez chaque individu le taux réel de patriotisme, de nationalisme, d'amour de l'Algérie ? Certes, l'amour ne se compte pas, ne se pèse pas, ne se soupèse même pas mais quand même !

Oui, ça devient une urgence !

Surtout en cette période de flonflons, de toutim, de tintamarre patriotique déclenché à l'occasion du 50^e anniversaire de l'indépendance où l'on s'amuse à refaire la révolution a posteriori un peu comme on refait un match dont on connaît le résultat. On se gonfle d'héroïsme, de bons sentiments, d'un tantinet de tartufferie invisible au scanner et, dans la foulée, on dénie au voisin d'aimer lui aussi le pays, l'idée de pays, la nation, le village, enfin quelque chose dans lequel il s'enracine et qu'il place par-dessus tout dans l'échelle de la sacralité. Il n'y a aucun mérite : en règle générale, chaque individu est attaché à l'endroit où il vit ! Pas besoin d'en faire des gorges chaudes !

Faire entrer le patriotisme, le nationalisme, l'amour de l'Algérie en Bourse, ça donne un pays déglingué qui se courbe sous une immense affiche barrée du slogan : «Mazalna Wakfine». Debout ? Oui, mais un peu penchés sur les bords quand même, un peu aplatis pour tout dire ! Suffit de poser les yeux n'importe où pour le constater ! La déglingue crève les yeux.

Le slogan est une queue-leu-leu de mots, et ça ne mange pas de pain. Que le sordide réel d'un pays tiermondisé au turbo contredise le cocorico, ce n'est pas grave : nous sommes debout, c'est dit ! Amen ! On a la verticalité qu'on peut.

A défaut d'institut, il faut dégouter autre chose. Je ne sais pas, moi ! Ne faut-il pas mettre au point l'équivalent de l'alcootest ou du détecteur de mensonge qui établit, à partir de données chimiques, le degré d'amour de la patrie ? Il faut faire quelque chose, bon sang ! Une commission, une équipe, un brainstorming, un congrès, un colloque, un symposium, un séminaire, un conclave, tiens, un conclave, un truc de dynamique de groupe pour plancher sur les moyens scientifiques, les méthodologies afin d'établir ce taux en

fonction duquel la légitimité du discours et des proclamations se proportionnent. Ça me fait penser qu'on devrait demander des nouvelles de cette conférence tenue il y a belle lurette pour ausculter la société civile !

QCM, prélèvements de sang, de sueur, de selles (pour déterminer par exemple par quelle part du gâteau l'impétrant a entamé le festin), scanner, résonance magnétique, m'enfin, faut faire bonsoir de bonsoir quelque chose, encore une fois ! Faut agir, entreprendre, faire pour que l'année du cinquantenaire ne parte pas en eau de douara, éclatée en millions de bulles saponacées qui se dégonflent comme des mots qui ne veulent rien dire.

On n'entend que ça : je suis plus algérien que toi, j'aime ce pays plus que toi, tu n'en es même pas, toi, tu n'as pas le droit de dire que tu en es !

Une immense kermesse de sonorités zélées et convenues, parfois recouverte d'oripeaux scientifiques, tient lieu à la fois d'écriture de l'histoire, de projet de société et d'avenir.

On assiste à des échanges ubuesques où des types imbus d'une algérianité ni plus ni moins glorieuse

qu'une autre dictent aux autres comment être algérien et surtout comment dire qu'on est algérien. Au nom de quoi ? Eh bien au nom de rien. Comme ça ! Ils ont décidé, ça vaut toutes les bonnes raisons du monde. C'est à qui le criera plus fort que les autres !

Pourtant, on devrait être prudent. Il n'y pas de quoi être fiers. Je signe. Même la guerre de Libération, qu'on nous a racontée comme une romance, s'est avérée pleine de trous noirs, un vrai gruyère. Elle reste une rente, on se la dispute en convoquant le vrai vrai (mais n'y a-t-il qu'une vérité en histoire), le vrai faux, le faux vrai pour légitimer l'argument d'autorité et la rapine.

Quant au peuple qui est censé être le «seul héros», eh bien, il n'a qu'à plier comme une affiche sur laquelle il est écrit : «Nous sommes debout.»

On devrait avoir tous un carnet de patriotisme sur le modèle du permis de conduire à points.

Quand tu dérapes sur un truc, on t'enlève des points. Et quand tu n'as plus de points, on te bannit, tu deviens apatride, déchu de ce que tu es.

Les ministères de la patrie, on en a toujours eu. Même avant que l'Etat algé-



Par Arezki Metref
arezkimetref@free.fr

rien existe, il y'en avait déjà. Leur fonction ? Intenter des procès en déficit de patriotisme aux autres. Visiblement, ils ont plus de boulot que jamais.

Jamais la valeur patriotique n'a été aussi cotée sur le marché de la vénalité. Les télévisions, les journaux, les séminaires, les colloques, les machins, les machins bruisent de ces sonorités bizarres et pourtant si familières. Les docteurs de la foi nationaliste colloquent en live et en continu sur le sexe de la patrie.

Et si on appliquait à l'amour de la patrie ce que Sacha Guitry disait de l'amour tout court. Il disait : «Il n'y a pas d'amour, il n'y a que des preuves d'amour.»

A. M.

La victoire d'Apple pourrait remodeler le secteur des appareils mobiles

La victoire d'Apple face à Samsung devant la justice américaine pourrait remodeler un secteur des appareils mobiles en pleine ébullition et ralentir l'avance de Google et de son système d'exploitation Android, estiment des analystes.

Un tribunal de Californie a donné raison en bonne partie vendredi à l'inventeur du Mac, qui accusait son concurrent sud-coréen d'avoir copié son téléphone iPhone et sa tablette iPad, et a condamné Samsung à verser au groupe américain 1,05 milliard de dollars.

Les téléphones et tablettes de Samsung visées fonctionnent avec Android, système d'exploitation que le défunt patron d'Apple, Steve Jobs, avait qualifié de produit «volé».

Google n'était pas poursuivi dans l'affaire jugée vendredi, mais «Samsung incarne Google et les autres groupes qui commercialisent Android, et est bien mieux protégé que la plupart d'entre eux» sur le plan juri-



dique, estime Rob

Enderle, analyste spécialiste des techniques de pointe pour Enderle Group. Selon lui, le jugement du tribunal «va contraindre à une remise à plat des produits Android au fur à mesure qu'ils seront remaniés pour contourner les brevets d'Apple».

L'issue du procès pourrait aussi bénéficier à d'autres acteurs du marché, comme Microsoft, en retard dans le domaine, ou le fabricant du

BlackBerry, le groupe canadien RIM, qui a le plus souffert du succès d'Android.

Elle pourrait faciliter la commercialisation des deux nouveaux systèmes d'exploitation que Microsoft s'appête à lancer (Windows 8 et Windows Phone 8) dans la mesure où ceux-ci apparaissent «protégés» contre d'éventuelles poursuites d'Apple, estime M. Enderle.

La décision du tribunal fera aussi «de RIM une cible d'acquisition plus attrayante qu'aupara-

vant car ses brevets sont considérés comme suffisamment solides pour tenir Apple à distance», ajoute-t-il.

Android équipe désormais plus de 50% des téléphones multifonctions vendus aux Etats-Unis.

La part de marché d'Apple est de 30%, et celle de RIM est tombée à 12%. Apple reste en revanche largement en tête du marché des tablettes avec une part de 70%.

Pour Florian Mueller, consultant spécialiste des brevets et des droits, le jugement de vendredi est une «avancée énorme» pour Apple, qui voit valider «l'argument de Steve Jobs selon lequel Android est un produit volé».

Mais beaucoup dépendra encore de la suite de la procédure judiciaire.

Une audience est déjà prévue pour le 20 septembre afin de déterminer s'il convient de casser ou modifier le jugement de vendredi, ou d'imposer des sanctions «punitives» à Samsung, qui pourraient notamment tripler le montant des réparations qu'il doit verser à Apple.

Un élément-clé du procès sera la capacité d'Apple à obtenir ou non une suspension ou une interdiction des ventes des produits Samsung incriminés.

Spécialiste du droit des brevets à l'Université du Missouri, Dennis Crouch indique sur son blog que le juge dispose d'une grande latitude pour légiférer sur ce point «comme il le juge approprié».

Selon lui, Samsung est «certainement prêt à cesser de vendre chaque produit incriminé et à le remplacer».

Le jugement de vendredi vise entre autres les téléphones Galaxy et la tablette Galaxy 10, deux produits populaires de Samsung, mais pas son nouveau téléphone vedette, le Galaxy III S.

En dehors de Samsung, Google pourrait être le grand perdant, surtout si Apple continue de contester devant la justice les produits d'autres constructeurs.

«Google ne peut pas arrêter Apple, écrit M. Mueller sur son blog, il doit désormais battre en retraite et s'efforcer d'apporter des modifications logicielles à Android.»